

Rwanda

Et le désarmement des milices ?

L'Humanité, 8 juillet 1994

APRES avoir accepté de former un cabinet d'unité nationale à l'initiative du FPR, Faustin Twagiramungu, premier ministre désigné des accords d'Arusha signés en 1993, a déclaré hier qu'il installerait ce gouvernement à Kigali dans le courant de la semaine prochaine. Il a également indiqué qu'il entamerait des pourparlers avec les forces de l'ancien régime pour obtenir un cessez-le-feu, estimant que la France avait un rôle à jouer en ce sens « *puisque'elle connaît bien cette armée* ».

A Paris, on s'est borné, hier, à accueillir « *avec intérêt* » la « *disponibilité* » de M. Twagiramungu tandis qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, on a pris note de la création de la « *zone humanitaire sûre* » dans le sud-ouest du Rwanda, qui représente 15 % du territoire de ce pays. Selon les diplomates, quelques pays membres du Conseil, tels que le Nigeria, n'ont pas

apprécié d'être mis devant le fait accompli par Paris.

De son côté, le président en exercice du Conseil, le Pakistanais Jamsheed Marker, a souligné que si le FPR traduisait dans les faits son intention de former un gouvernement d'unité nationale, conformément à Arusha, « *naturellement, le Conseil le soutiendrait* ». Il a déclaré souhaiter une relève rapide des troupes françaises par une mission de l'ONU.

Enfin, plusieurs pays – dont la Russie et l'Argentine –, ont souhaité le désarmement complet des milices fidèles à la dictature dans la zone contrôlée par la France. Le représentant du FPR à New York a, lui, été clair : si ce n'est pas fait, « *nous nous réservons le droit de les désarmer nous-mêmes partout en tant que gouvernement responsable* ».